

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai pris connaissance des nouvelles que mentionne le député. Pendant mon séjour à New-York en fin de semaine, je me suis assuré auprès du secrétaire général des Nations Unies que les allégations d'après lesquelles les effectifs de l'ONU n'opéreraient plus, comme au début, à l'intérieur de l'enclave de Gaza sont dénuées de fondement. Cependant, il est exact que depuis deux ou trois jours certains éléments ont été retirés du territoire même de Gaza pour être déployés le long de la ligne de démarcation. C'est à quoi il fallait s'attendre normalement, parce que, pendant les premiers jours de l'occupation,—occupation n'est, d'ailleurs, pas le terme juste,—par les forces des Nations Unies, toutes les troupes se trouvaient à l'intérieur de l'enclave. Maintenant, certains effectifs sont déployés sur la ligne de démarcation. Mais cela ne signifie pas une diminution des effectifs postés à l'intérieur du territoire de Gaza.

M. Green: Je voudrais poser une autre question. Quels sont exactement les faits au sujet de l'acheminement de troupes par l'Égypte soit dans la bande de Gaza ou à proximité de celle-ci?

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, d'après nos renseignements, il n'y a pas de troupes égyptiennes à l'intérieur de la bande de Gaza et depuis octobre dernier, soit depuis le début de l'intervention militaire ou depuis le retrait des troupes égyptiennes, à ce moment-là, aucune force armée de ce pays n'est revenue dans la péninsule du Sinaï, à l'exception d'un détachement, la semaine dernière, qui aurait été acheminé sur El Arish, ville située à quelques milles de la bande de Gaza proprement dite mais, cela va sans dire, en territoire égyptien. A ma connaissance, il n'y a pas de troupes égyptiennes dans la bande de Gaza.

M. Green: Outre le général égyptien et les membres de son état-major?

L'hon. M. Pearson: Le général égyptien est entré dans la bande de Gaza en qualité d'administrateur pour le compte du gouvernement égyptien.

M. G. R. Pearkes (Esquimalt-Saanich): Les forces de l'ONU ont-elles quelque obligation de prêter main forte à l'autorité civile dans la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï?

L'hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur. Lorsque les administrations israéliennes, civile et militaire se sont retirées de la bande de Gaza, la force d'urgence de l'ONU constituait la seule autorité civile, et aucun

[M. Green.]

accord n'a été conclu que je sache en vertu duquel ces troupes ont l'obligation de prêter main forte au pouvoir civil, là ou ailleurs.

LE GOLFE D'AKABA—PRÉSUMÉE INTERDICTION DE PASSAGE CONTRE LES NAVIRES ISRAËLIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Carl O. Nickle (Calgary-Sud): Je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question qui a trait à une nouvelle publiée en fin de semaine dans le *Star* de Toronto. Est-il exact que l'Arabie Séoudite et l'Égypte se sont concertées pour interdire à la navigation israélienne le golfe d'Akaba? Dans ce cas, qu'entend faire le Gouvernement du Canada?

L'hon. L. B. Pearson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'ai lu la nouvelle, monsieur l'Orateur; j'ignore si elle est exacte mais notre attitude à cet égard ne comporte aucune équivoque. Elle a été exposée tant ici qu'à l'ONU, à savoir que le golfe d'Akaba est un cours d'eau international, et que les navires de tous les pays devraient y avoir libre accès, par le détroit de Tirane.

LA CITOYENNETÉ

AFFAIRES INDIENNES—A PROPOS DES PRÉSUMÉES CONDITIONS QUI EXISTENT DANS LA ZONE DU LAC STEWART, EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. E. D. Fulton (Kamloops): J'ai une question à poser au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le ministre a-t-il été mis au courant des nouvelles publiées dans la *Province* de Vancouver que nous avons reçu samedi annonçant que les Indiens de l'agence du lac Stewart à Fort-Ware se trouvent dans une situation déplorable et aux prises avec la famine à cause de l'effondrement pour ainsi dire complet du marché des fourrures? Si le ministre est au courant de ces nouvelles, nous dira-t-il si elles sont fondées et quelles dispositions sont prises pour remédier à la situation?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Tout ce que je puis dire, c'est que, ces derniers temps, la *Province* de Vancouver n'a pas été mon journal favori. Je n'ai vu aucune nouvelle de ce genre dans la *Province* de Vancouver, mais j'ai entendu parler de la situation déplorable où se trouvent les Indiens de la zone du lac Stewart, situation que le surintendant des Affaires indiennes pour la région a constatée, lors de sa visite, et à laquelle on tente de remédier immédiatement par des mesures prises à cette fin.